

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2152

[2009/202574]

30 AVRIL 2009. — Décret portant des dispositions en matière de logement et d'énergie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Section 1^{re}. — Modifications apportées au Code wallon du Logement

Article 1^{er}. L'article 13bis du Code wallon du Logement, inséré par le décret du 15 mai 2003, est supprimé.

Art. 2. Dans l'article 14, du même Code, le paragraphe premier, remplacé par le décret du 15 mai 2003, est complété par la disposition suivante :

"9° soit louent ou occupent un logement pris en location ou en gestion par un opérateur immobilier."

Art. 3. Dans l'article 85bis du même Code, le § 2, inséré par le décret du 15 mai 2003 et remplacé par le décret du 30 mars 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les demandes d'aide sont adressées à l'administration, à la Société wallonne du logement s'il s'agit d'une société de logement de service public ou au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, s'il s'agit d'un organisme à finalité sociale. L'aide est accordée par l'administration, par la Société wallonne du logement s'il s'agit d'une société de logement de service public ou par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, s'il s'agit d'un organisme à finalité sociale. »

Art. 4. Dans l'article 113 du même Code, l'alinéa 3, 4°, est complété par les mots "et le directeur général adjoint".

Art. 5. Dans l'article 148quater du même Code, inséré par le décret du 30 mars 2006, le troisième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Seuls les frais de déplacement et de représentation directement exposés dans le cadre d'une mission confiée par un organe de gestion de la société, ou les frais de déplacement exposés pour assister à un organe de gestion de la société, à l'exclusion de tous autres frais, peuvent être remboursés, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement sur la proposition de la Société wallonne du Logement, sur la base de pièces justificatives approuvées par le conseil d'administration. »

Art. 6. L'article 171bis, § 2, premier tiret, du même Code est complété par les mots :

"ou de son suppléant".

Art. 7. L'article 194 du même Code, abrogé par l'article 125 du décret du 15 mai 2003 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 194. Les représentants des pouvoirs locaux sont désignés, au sein des organes de gestion de l'agence immobilière sociale, respectivement à la proportionnelle de l'ensemble du conseil provincial, des conseils communaux et des conseils de l'action sociale, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Pour le calcul de cette représentation proportionnelle, il est tenu compte des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement.

Pour le calcul de cette représentation proportionnelle, il n'est tenu compte que des listes électorales qui respectent les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution. »

Art. 8. Dans l'article 200bis du même Code, le § 1^{er}, inséré par le décret du 20 juillet 2005, est modifié par les dispositions suivantes :

1. dans le primo, les mots "ou de l'article 13bis" sont supprimés;

2. ajouter un tertio ainsi libellé :

« 3° au bailleur qui :

a) soit loue ou met en location un logement visé à l'article 10 sans avoir obtenu de permis de location;

b) soit, après obtention d'un permis de location, contrevient à une disposition arrêtée par ou en vertu des articles 10 et suivants.

Les infractions sont consignées dans un constat transmis par les fonctionnaires et agents de l'administration désignés ou par le collège communal de la commune où est situé le logement, et, en cas d'inaction du collège, par le Gouvernement, au fonctionnaire désigné par le Gouvernement et au ministère public. »

Art. 9. § 1^{er}. Il est inséré, dans le même Code, un titre VI, rédigé comme suit :

« **TITRE VI. — Disposition interprétative**

Art. 208. § 1^{er}. Le logement social et le logement dans le cadre de la politique sociale doivent être interprétés comme visant les logements suivants :

1° le logement sur lequel une personne morale de droit public est titulaire de droits réels et destiné à l'habitation de ménages en état de précarité ou disposant de revenus modestes au sens du présent Code, lors de leur entrée dans les lieux;

2° le logement sur lequel une personne morale de droit public est titulaire de droits réels et destiné à l'habitation de ménages disposant de revenus moyens au sens du présent Code, lors de leur entrée dans les lieux. Les ménages qui bénéficient d'un tel logement social ne peuvent, durant la période de l'occupation, détenir un logement en pleine propriété ou en usufruit, sauf s'il s'agit d'un logement non amélioré, inhabitable ou inadapté;

3° le logement réhabilité, adapté, amélioré, conservé ou restructuré grâce à une subvention de la Région, destiné à l'hébergement temporaire de ménages en état de précarité ou de ménages privés de logement pour des motifs de force majeure;

4° le logement réhabilité, adapté, amélioré, conservé ou restructuré grâce à une subvention de la Région et destiné à l'hébergement de ménages en état de précarité;

5° le logement, à l'exclusion du logement visé sous le 1° du présent paragraphe, mis en location, pris en gestion, géré ou financé par un opérateur immobilier, qui le loue à un ménage en état de précarité ou disposant de revenus modestes, moyens, dans le cadre de la politique sociale développée par la Région.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités de mise en œuvre du paragraphe premier du présent article.

§ 3. Le Gouvernement veille à la conformité des dispositifs décrets et réglementaires par rapport au présent décret interprétatif. A cette fin, il peut, sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à codifier, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie. »

Art. 10. Il est inséré, dans le même Code, un titre VII, rédigé comme suit :

« **TITRE VII. — Mise en œuvre des dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur**

Art. 209. Le présent Code met partiellement en œuvre les dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et établit que celle-ci ne s'applique pas aux services sociaux d'intérêt économique général visés à l'article 1^{er}, 7° à 11°, ni aux opérateurs immobiliers prestataires de ces services. Dans le cadre du présent Code, les missions dévolues aux opérateurs immobiliers au sens de l'article 1^{er}, 23° sont des missions de service d'intérêt général qui garantissent aux citoyens, à des conditions définies, le droit d'accès universel et égal à ces services, assurant qualité et transparence. »

Section 2. — Dispositions en matière d'énergie

Art. 11. L'article 23, § 1^{er}, 4°, du Code wallon du Logement, est complété par les mots :

"et des garanties de bonne fin de remboursement des éco-prêts consentis selon les conditions arrêtées par le Gouvernement."

Art. 12. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, pour les prêts accordés par le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie, une bonification de 2 % sur ces prêts.

Art. 13. L'article 11 du présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 969 (2008-2009), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 30 avril 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2152

[2009/202574]

30. APRIL 2009 — Dekret zur Festlegung von Bestimmungen in Sachen Wohnungswesen und Energie (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Abschnitt 1 — Abänderungen des Wallonischen Wohngesetzbuches

Artikel 1 - Artikel 13bis des Wallonischen Wohngesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 14 desselben Gesetzbuches wird der durch das Dekret vom 15. Mai 2003 ersetzte § 1 mit der folgenden Bestimmung ergänzt:

"9° oder eine durch ein Immobilienvermittler gemietete oder verwaltete Wohnung mieten oder bewohnen.

Art. 3 - In Artikel 85bis desselben Gesetzbuches wird der durch das Dekret vom 15. Mai 2003 eingefügte und durch das Dekret vom 30. März 2006 ersetzte § 2 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Die Anträge auf eine Beihilfe werden an die Verwaltung, an die "Société wallonne du Logement", wenn es sich um eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes handelt, oder an den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", wenn es sich um eine Einrichtung mit sozialem Zweck handelt, gerichtet. Die Beihilfe wird durch die Verwaltung, die "Société wallonne du Logement", wenn es sich um eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes handelt, oder durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", wenn es sich um eine Einrichtung mit sozialem Zweck handelt, gewährt.

Art. 4 - In Artikel 113 desselben Gesetzbuches wird in Absatz 3 4° der Wortlaut dem beigeordneten Generaldirektornach dem Wortlautdem Generaldirektorhinzugefügt.

Art. 5 - In den durch das Dekret vom 30. März 2006 eingefügte Artikel 148^{quater} desselben Gesetzbuches wird der Absatz 3 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Nur die Fahrt- und Vertretungskosten, die unmittelbar im Rahmen einer von einem Verwaltungsorgan der Gesellschaft anvertrauten Aufgabe ausgelegt wurden, oder die Fahrtkosten, die ausgelegt wurden, um einem Verwaltungsorgan der Gesellschaft beizuwohnen, mit Ausnahme jeglicher sonstigen Kosten, können nach den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten und auf Vorschlag der "Société wallonne du Logement" auf der Grundlage von durch den Verwaltungsrat beigebrachten Belegen rückerstattet werden.»

Art. 6 - Artikel 171^{bis}, § 2 Strich 1 desselben Erlasses wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt:

"oder von seinem Stellvertreter".

Art. 7 - Artikel 194 desselben Gesetzbuches, der durch Artikel 125 des Dekrets vom 15. Mai 2003 aufgehoben worden war, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

«Art. 194 - Die Vertreter der lokalen Behörden werden innerhalb der Verwaltungsorgane der Agenturen für soziale Wohnungen jeweils entsprechend den gesamten Provinzial-, Gemeinde- und Sozialhilferäten gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches verhältnismäßig bezeichnet. Für die Errechnung dieser Proportionalvertretung werden die individuellen freiwilligen Listenverbindungs- und Listengruppierungserklärungen berücksichtigt.

Für die Errechnung dieser Proportionalvertretung werden nur die Wählerlisten berücksichtigt, die die demokratischen Grundsätze, die insbesondere in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erklärt sind, sowie alle Rechte und Freiheiten, die in der Verfassung garantiert werden, beachten.»

Art. 8 - In Artikel 200^{bis} desselben Gesetzbuches wird der durch das Dekret vom 20. Juli 2005 eingefügte § 1 durch die folgenden Bestimmungen abgeändert:

1. in Punkt 1° wird der Wortlaut "oder von Artikel 13^{bis}" gestrichen.

2. es wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«3° dem Vermieter, der:

a) entweder eine in Artikel 10 erwähnte Wohnung vermietet oder zur Miete freigibt, ohne eine Mietgenehmigung erhalten zu haben;

b) oder nach Erhalt einer Mietgenehmigung gegen eine Bestimmung verstößt, die durch bzw. aufgrund von Artikel 10 ff. festgelegt wird;
Die Verstöße werden in einem Feststellungsprotokoll aufgenommen, das durch die dazu bezeichneten Verwaltungsbeamten und -bediensteten oder durch das Gemeindegremium der Gemeinde, in der die Wohnung liegt, und bei Untätigkeit des Kollegiums, durch die Regierung, dem durch die Regierung bezeichneten Beamten und der Staatsanwaltschaft übermittelt wird.»

Art. 9 - § 1 - Es wird in dasselbe Gesetzbuch ein Titel VI mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«TITEL VI — Auslegungsbestimmung

Art. 208 - § 1 - Die Sozialwohnung und die Wohnung im Rahmen der Sozialpolitik sind so auszulegen, dass sie die folgenden Wohnungen betreffen:

1° die Wohnung, an der eine juristische Person öffentlichen Rechtes Inhaber von dinglichen Rechten ist, und die zu Wohnzwecken für Haushalte in prekären Verhältnissen oder mit geringem Einkommen bei ihrem Einzug im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches bestimmt ist;

2° die Wohnung, an der eine juristische Person öffentlichen Rechtes Inhaber von dinglichen Rechten ist, und die zu Wohnzwecken für Haushalte mit durchschnittlichem Einkommen bei ihrem Einzug im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches bestimmt ist; Die Haushalte, die Anspruch auf eine solche Sozialwohnung haben, dürfen während der Bewohnungsperiode weder Volleigentümer noch Nutznießer einer Wohnung sein, außer wenn diese Wohnung nicht verbesserungsfähig, unbewohnbar oder unangepasst ist;

3° die dank eines Zuschusses der Region sanierte, angepasste, verbesserte, erhaltene oder umgestaltete Wohnung, die zur zeitweiligen Unterbringung von Haushalten in prekären Verhältnissen oder von wegen höherer Gewalt wohnungslosen Haushalten bestimmt ist;

4° die dank eines Zuschusses der Region sanierte, angepasste, verbesserte, erhaltene oder umgestaltete Wohnung, die zur Unterbringung von Haushalten in prekären Verhältnissen bestimmt ist;

5° die Wohnung, mit Ausnahme der unter Punkt 1° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Wohnung, die im Rahmen der durch die Region geführten Sozialpolitik von einem Immobilienvermittler zu Miete freigegeben wird, verwaltet bzw. deren Verwaltung übernommen wird, oder finanziert wird, und von diesem Immobilienvermittler einem Haushalt in prekären Verhältnissen oder mit geringem, mittlerem Einkommen vermietet wird.

§ 2 - Die Regierung setzt die Modalitäten für die Durchführung des § 1 des vorliegenden Artikels fest.

§ 3 - Die Regierung achtet auf die Übereinstimmung der Dekret- und Verordnungsbestimmungen mit dem vorliegenden Auslegungsdekret. Zu diesem Zweck darf sie, ohne die in den zu kodifizierenden Bestimmungen eingetragenen Prinzipien zu beeinträchtigen, deren Wortlaut abändern, um ihre Übereinstimmung zu gewährleisten und deren Terminologie zu vereinheitlichen.»

Art. 10 - Es wird in dasselbe Gesetzbuch ein Titel VII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«TITEL VII — *Ausführung der Bestimmungen der Richtlinie 2006/123/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt*

Art. 209 - Das vorliegende Gesetzbuch führt die Bestimmungen der Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt teilweise aus und bestimmt, dass diese weder auf die in Artikel 1 7° bis 11° erwähnten sozialen Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse noch auf die Immobilienvermittler, die diese Dienstleistungen erbringen, Anwendung finden. Im Rahmen des vorliegenden Gesetzbuches sind die den Immobilienvermittlern anvertrauten Aufgaben im Sinne von Artikel 1 23° Dienstleistungsaufgaben von allgemeinem Interesse, die den Bürgern unter bestimmten Bedingungen das universelle und gleiche Zugangsrecht zu diesen Dienstleistungen, und somit Qualität und Transparenz gewährleisten.»

Abschnitt 2 — Bestimmungen in Sachen Energie

Art. 11 - Artikel 23 § 1 4° des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt:

„und einer Ausfallbürgschaft zur Tilgung der unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen bewilligten Öko-Darlehen.“

Art. 12 - Innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel ist die Wallonische Regierung ermächtigt, für die durch den Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten gewährten Darlehen eine Bonifikation von 2% auf diesen Darlehen zu gewähren.

Art. 13 - Der Artikel 11 des vorliegenden Dekrets wird am 1. Januar 2009 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009*

Dokumente des Rats 969 (2008-2009), Nr. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2009

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2152

[2009/202574]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende bepalingen inzake huisvesting en energie (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Afdeling 1. — Wijzigingen aangebracht in de Waalse Huisvestingscode

Artikel 1. Artikel 13*bis* van de Waalse Huisvestingscode, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, vervalt.

Art. 2. In artikel 14 van dezelfde Code, wordt de eerste paragraaf, vervangen bij het decreet van 15 mei 2003, aangevuld met de volgende bepaling :

„9) ofwel een woning huren of bewonen die door een vastgoedbeheerder in huur of in beheer wordt genomen.“

Art. 3. In artikel 85*bis* van dezelfde Code, wordt de tweede paragraaf, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en vervangen bij het decreet van 30 maart 2006, vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De tegemoetkomingsaanvragen worden gericht aan het bestuur, aan de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) indien het een openbare huisvestingsmaatschappij betreft of aan het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) indien het een instelling met sociale doeleinden betreft. De tegemoetkoming wordt verleend door het bestuur, door de "Société wallonne du Logement" indien het een openbare huisvestingsmaatschappij betreft of door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" indien het een instelling met sociale doeleinden betreft.

Art. 4. In artikel 113 van dezelfde Code, wordt het derde lid, 4°, aangevuld met de woorden "en de adjunct-directeur-generaal."

Art. 5. In artikel 148^{quater} van dezelfde Code, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Enkel de reis- en vertegenwoordigingskosten die rechtstreeks gemaakt worden in het kader van een opdracht die een beheersorgaan van de maatschappij heeft toevertrouwd of de reiskosten die worden gemaakt om een beheersorgaan van de maatschappij bij te wonen, met uitsluiting van alle andere kosten, kunnen worden terugbetaald tegen de voorwaarden en op de wijze die de Regering heeft vastgesteld op voorstel van de "Société wallonne du Logement", op grond van bewijsstukken die de raad van bestuur heeft goedgekeurd. »

Art. 6. Artikel 171^{bis}, § 2, eerste streepje, van dezelfde Code wordt aangevuld met de volgende woorden :
"of zijn plaatsvervanger".

Art. 7. Artikel 194 van dezelfde Code, opgeheven bij artikel 125 van het decreet van 15 mei 2003, wordt hersteld als volgt :

« Art. 194. De vertegenwoordigers van de plaatselijke besturen worden respectievelijk aangewezen, binnen de beheersorganen van het sociale vastgoedagentschap, met inachtneming van de regels van de evenredige vertegenwoordiging van het geheel van het provincieraad, van de gemeenteraden en van de raden voor maatschappelijk welzijn, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. Bij de berekening van die evenredige vertegenwoordiging wordt rekening gehouden met de facultatieve individuele aangiften van aanverwantschap of hergroepering.

Bij de berekening van die evenredige vertegenwoordiging wordt enkel rekening gehouden met de kieslijsten die voldoen aan de democratische beginselen opgesomd in o.a. de Conventie voor de Mensenrechten en Fundamentele Vrijheden, in de wet van 30 juli 1980 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, en aan de door de Grondwet gewaarborgde rechten en vrijheden. »

Art. 8. In artikel 200^{bis} van dezelfde Code, wordt de eerste paragraaf, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, gewijzigd met de volgende bepalingen :

1. in het eerste punt, vervallen de woorden "of artikel 13^{bis}".

2. een derde punt toevoegen, luidend als volgt :

« 3° aan de verhuurder die ofwel :

a) een in artikel 10 bedoelde woning verhuurt of te huur aanbiedt zonder een verhuurvergunning te hebben gekregen;

b) na het krijgen van een verhuurvergunning, een door of krachtens de artikelen 10 en volgende vastgestelde bepaling overtreedt.

De overtredingen worden opgenomen in een onderzoeksrapport dat door de aangewezen ambtenaren en personeelsleden van het bestuur of door het gemeentecollege van de gemeente waar de woning gelegen is, en, indien het college verzuimt op te treden, door de Regering aan de door de Regering aangewezen ambtenaar of aan het openbaar ministerie wordt overgemaakt. »

Art. 9. § 1. In dezelfde Code wordt een titel VI ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL VI. — Interpretatieve bepaling

Art. 208. § 1. De sociale woning en de woning in het kader van het sociaal beleid moeten worden beschouwd als betrekking hebbend op de volgende woningen :

1° de woning waarop een publiekrechtelijke rechtspersoon zakelijke rechten heeft en die bestemd is om bewoond te worden door gezinnen die in een precaire toestand verkeren of bij het betrekken van de woning een bescheiden inkomen genieten in de zin van die Code;

2° de woning waarop een publiekrechtelijke rechtspersoon zakelijke rechten heeft en die bestemd is om te worden bewoond door gezinnen die bij het betrekken van de woning een gemiddeld inkomen genieten in de zin van die Code. De gezinnen die in aanmerking komen voor zo'n sociale woning mogen tijdens de periode waarin ze de woning bewonen, geen woning in volle eigendom of in vruchtgebruik hebben, behalve een onverbeterbare, onbewoonbare of onaangepaste woning;

3° de woning die met een subsidie van het Gewest gerenoveerd, aangepast, verbeterd, in stand gehouden of geherstructureerd is om gezinnen die in een precaire toestand verkeren of door overmacht hun woning verliezen, een tijdelijk onderkomen te bezorgen;

4° de woning die met een subsidie van het Gewest gerenoveerd, aangepast, in stand gehouden of geherstructureerd is om gezinnen die in een precaire toestand verkeren een onderkomen te bezorgen;

5° de woning, met uitzondering van de woning bedoeld onder het eerste punt van die paragraaf, die door een vastgoedbeheerder wordt verhuurd, beheerd of gefinancierd, die deze verhuurt aan een gezin die in een precaire toestand verkeert of met een bescheiden, gemiddeld inkomen, in het kader van het door het Gewest uitgestippelde sociaal beleid.

§ 2. De Regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van de eerste paragraaf van dit artikel.

§ 3. De Regering zorgt ervoor dat de decretale en reglementaire bepalingen in overeenstemming zijn met dit interpretatief decreet. Daartoe kan ze, zonder afbreuk te doen aan de beginselen die ingeschreven zijn in de te codificeren bepalingen, de vorm ervan wijzigen en er zo voor zorgen dat de concordantie en de terminologie gegarandeerd kunnen worden. »

Art. 10. In dezelfde Code wordt een titel VII ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL VII. — Uitvoering van de bepalingen van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt

Art. 209. Deze Code geeft gedeeltelijke uitvoering aan de bepalingen van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt en stelt vast dat deze niet van toepassing is op de in artikel 1, 7° tot 11°, bedoelde sociale diensten van algemeen economisch belang, noch op de dienstverlenende vastgoedbeheerders. In het kader van deze Code, stemmen de aan de vastgoedbeheerders in de zin van artikel 1, 23°, toegewezen opdrachten overeen met kwaliteit en transparantie garanderende dienstopdrachten van algemeen belang die de burgers de universele en gelijke recht van toegang tot deze diensten, onder bepaalde voorwaarden, garanderen. »

Afdeling 2. — Bepalingen inzake Energie

Art. 11. Artikel 23, § 1, 4^o, van de Waalse Huisvestingscode, wordt aangevuld met de volgende woorden :
 "en waarborgen van honorering voor de terugbetaling van de eco-leningen die worden toegestaan overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden."

Art. 12. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Waalse Regering een bonificatie van 2 % verlenen op de door het Fonds voor de vermindering van de globale energiekost verleende leningen.

Art. 13. Artikel 11 van dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
 Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waalse Parlement, 969 (2008-2009), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2153

[2009/202577]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Généralités

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o "chantier" : tout travail isolé ou tout ensemble de travaux à exécuter sous, sur ou au-dessus de la voirie ou d'un cours d'eau ou le lieu de leur exécution;

2^o "maître d'ouvrage" : la personne physique ou morale, utilisateur du sol ou du sous-sol de la voirie ou du cours d'eau, qui initie des travaux sous, sur ou au-dessus de la voirie ou d'un cours d'eau et qui exécute ou fait exécuter ces travaux;

3^o "maître d'œuvre" : la personne physique ou morale qui assure l'étude, la conception ou la direction de l'exécution des travaux sous, sur ou au-dessus d'une voirie ou d'un cours d'eau;

4^o "voirie" : la voirie publique terrestre routière, y compris celle destinée à être incorporée dans le domaine public, composée de toutes aires ou de toutes voies destinées à des fins de circulation publique, par quelque mode de déplacement que ce soit, ainsi que ses dépendances et l'espace aérien et souterrain y afférents;

5^o "cours d'eau" : une voie navigable ou un canal ou un cours d'eau non navigable et leurs dépendances;

6^o "gestionnaire" : l'autorité publique dont relève la voirie ou le cours d'eau sous, sur ou au-dessus duquel les travaux sont exécutés;

7^o "coordinateur-pilote" : la personne physique ou morale désignée en vertu de l'article 15, chargée de la coordination, de l'élaboration et de l'introduction d'un dossier de demande d'autorisation d'exécution de chantier ainsi que de l'organisation de l'exécution d'un chantier lorsque plusieurs personnes physiques ou morales visées à l'article 8 manifestent l'intention d'exécuter un chantier au même endroit;

8^o "envoi" : tout mode d'expédition et de réception permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de celui-ci, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

9^o "plan de récolement" : plan visé à l'article 35 indiquant les installations situées sous, sur ou au-dessus de la voirie ou du cours d'eau;

10^o "système d'échange d'informations" : système permettant la collecte et la circulation des informations nécessaires à l'exécution du présent décret;